

Mouvements sociaux et élections: questionner l'absence d'un "double mouvement" polanyien

Pârvu, Camil-Alexandru

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Pârvu, C.-A. (2016). Mouvements sociaux et élections: questionner l'absence d'un "double mouvement" polanyien. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, XVI(4), 467-480. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-51805-9>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Mouvements sociaux et élections

Questionner l'absence d'un « double mouvement » polanyien

CAMIL-ALEXANDRU PÂRVU

Un paradoxe durant la crise

Dans une discussion aux marges du colloque de novembre 2015 organisé à Bucarest par le CEREFREA-Villa Noel¹ sur le thème des partis politiques et de la contestation dans la rue, il était question du rôle et de l'utilité du concept de « classe » aujourd'hui dans les sciences sociales et politiques, afin d'analyser les contestations et les bouleversements récents en Europe, aux États Unis, et ailleurs, déterminées par les effondrements financiers et ensuite économiques et monétaires depuis 2008. Pour certains interlocuteurs, le concept de classe reste irrémédiablement ancré dans une vision périmée de la structure des rapports sociaux et des grands enjeux politiques, dépourvu d'utilité théorique, et susceptible de nous mettre sur des fausses pistes dès qu'on essaye d'y trouver les explications des phénomènes politiques et sociaux récents. Pour d'autres, c'est au contraire l'absence de cette catégorie qui nous a mis sur des fausses pistes, déjà bien avant la crise financière² : en évitant les questionnements concernant la classe et les clivages qui s'en fondent, la plupart des théories sociales et économiques se seraient justement révélés incapables d'anticiper l'une des plus importantes crises du capitalisme, qui n'a eu qu'un seul correspondant dans sa magnitude pendant le dernier siècle – la grande dépression de la fin des années 1920s, dont les conséquences catastrophiques pendant une génération ont recomposé violemment la modernité politique.

La question que je soulève dans cet article est quelque peu différente. Il s'agit de comprendre pourquoi, dix ans après la crise financière et plus de sept

¹ Le Centre Régional Francophone de Recherche Avancée en Sciences Sociales de l'Université de Bucarest a organisé le colloque « Partis, élections et mouvements sociaux. Repenser les contours de la contestation politique en Europe centrale et orientale », en partenariat avec la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest et le New Europe College de Bucarest (et avec l'appui de l'Agence universitaire de la Francophonie, Bureau Europe Centrale et Orientale).

² Voir aussi, par exemple, Michael Walzer, « Back to Class », *Dissent*, 62, no. 4, 29 septembre 2015, pp. 39-42.

ans après le déclenchement³ des grands mouvements de contestation qui ont traversé plusieurs continents, il subsiste ce que certains chercheurs avaient déjà observé être un paradoxe⁴ : celui qu'il n'y a toujours pas de réaction structurée et politiquement efficace face aux crises du néolibéralisme, en tout cas pas une réaction comparable à celles qui ont été développées à la suite des crises précédentes du capitalisme. Par exemple, très peu de partis politiques en Europe ou ailleurs ont essayé de proposer une telle réaction. Aucun des vieux partis de la social-démocratie européenne n'a réussi (et certains n'ont même pas essayé) de formuler une alternative systémique, ou bien de représenter les différentes revendications des « mouvements des places » pour un changement de cap et pour une restructuration profonde du système économique à l'origine de la crise. Cela pendant que les mêmes partis sociaux-démocrates avaient à l'origine conçu leur raison d'être historique précisément dans la structuration d'une démarche politique (étatique, parlementaire, bureaucratique) de réglementation des dérives du marché – et c'était aussi le cas, en commençant avec les années '30s aux États-Unis, des transformations profondes du *New Deal* et du Parti Démocrate pendant la présidence de Franklin Roosevelt.

À ce paradoxe, j'ajoute une dimension supplémentaire : non seulement les partis sociaux-démocrates n'ont pas réussi à se repositionner d'une manière durable comme principales forces de régulation politique des marchés pendant la crise financière et économique et durant l'après-crise, mais ils ont raté aussi les multiples occasions de reprendre et donner une expression politique aux revendications des mouvements protestataires après 2011, qui eux demandaient justement un changement du paradigme néolibéral, et la reconnaissance politique de ses effets sur les sociétés contemporaines. Il y a là une double fracture, une double incapacité de ces partis de lire et d'agir, non seulement en relation avec leur propre lecture des crises financière et économique, mais aussi en relation avec les multiples formes de contestation sociale dans la rue et dans les places, qui auraient dû, justement, réactiver et confirmer les présuppositions politiques historiques de la social-démocratie classique européenne. Pire encore, certains de ces partis qui gouvernaient pendant la crise ont été en position d'appliquer les politiques d'austérité qui les ont fait subir de très fortes répercussions politiques et électorales : le Labour en Angleterre, le PSOE en Espagne ont été réduites à un statut plutôt marginal, voire tragique pour le

³ On considère que la vague de mobilisations contestataires commence avec le suicide public de Mohamed Bouazizi, un jeune tunisien de la région de Sidi Bouzid, qui, vendeur de fruits, subissait depuis des années les abus et humiliations de la police locale. Le 17 décembre, après s'être fait confisqué une nouvelle fois la charrette et ensuite s'être fait giflé par les agents de la police, il s'immole par le feu devant le siège du gouvernement local. Les émeutes qui s'ensuivent génèrent la chute du président Ben Ali (qui gouvernait autoritairement depuis 24 ans) le 14 janvier 2011, et c'est le commencement de ce qui a été appelé « le printemps arabe ».

⁴ David J. Bailey et al., *European Social Democracy During the Global Economic Crisis: Renovation or Resignation?*, Manchester University Press, Manchester, 2014.

Pasok en Grèce (de 43% en 2008 à 22% en 2016 pour le PSOE, de 40% en 2005 à 30% en 2015 pour le Labour, et de 43% en 2009 à 4% en 2015 pour le Pasok). Les nouveaux partis protestataires en Grèce et Espagne, quant à eux, sont plutôt l'exception : ils sont soit isolés sur l'échiquier politique, comme Podemos, soit incapables, comme Syriza, de gouverner selon les propres programmes.

La question plus large, donc, vise l'absence d'une réponse politique au-delà des mouvements protestataires. En analysant cette absence, je m'appuie comme référence sur le cadre conceptuel développé par Karl Polanyi dans son *magnum opus* de 1944, *La grande transformation*⁵, ainsi que une des contributions récentes qui reprennent, révisent et développent l'analyse de Polanyi – celle de Nancy Fraser. Après avoir décrit les notions de « double mouvement » et de « commodification fictive » telles qu'employées par Polanyi, j'examine ensuite quelques hypothèses sur les raisons de l'absence du contremouvement polanyien au néolibéralisme, avancées par Nancy Fraser. Dans la dernière partie de cet article, il sera sujet de voir en quelle mesure les mouvements protestataires depuis 2011, qui ont bien inclus cette dimension contestant le néolibéralisme, ont pu le faire justement au dépit de leur institutionnalisation, et donc en opposition structurelle avec les partis politiques et les institutions politiques. En prolongeant une réflexion avancée ailleurs⁶, je développe une analyse de cette critique du néolibéralisme projetée par les mouvements contestataires comme ayant une double dimension : d'une part, il s'agit du rejet des politiques particulières, des choix de politique économique communément assimilées au néolibéralisme. Ceux-ci constituent en effet les « étincelles » déclenchant les protestations locales, que ce soit en Grèce, en Turquie ou ailleurs. Mais ensuite, certains de ces mouvements ont généré un espace autonome de réflexion critique, dont l'enjeu était aussi de penser aux alternatives politiques au néolibéralisme. L'autonomie de cet espace était vue comme possible justement à *la condition* de son isolation par rapport à la politique institutionnalisée. Tandis que le double mouvement polanyien impliquait une convergence entre mouvements sociaux et partis politiques en vue de contrôler les institutions qui allaient encadrer le marché, cette convergence est rendue aujourd'hui difficile en vertu des conditions d'autonomie intellectuelle des mouvements contestataires.

Théoriser le « double mouvement »

Selon Polanyi, écrivant au milieu des années '40s, la dynamique caractéristique du siècle précédent avait été définie comme « un double mouvement » gouvernant la société : d'un côté, l'expansion du marché, et de

⁵ Karl Polanyi et al., *La Grande Transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris, 2009; Karl Polanyi, *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*, Beacon Press, Boston, MA, 2001.

⁶ Camil-Alexandru Pârvu, « Contestatory Cosmopolitanism, Neoliberal Rationality and Global Protests », *Globalizations*, 16 mai 2016, pp. 1-16.

l'autre côté, l'activation d'un contremouvement aspirant à limiter cette expansion dans des cadres bien précis⁷. En effet, l'enjeu de Polanyi est de théoriser la marchandisation au cœur de la dynamique d'expansion capitaliste, et plus précisément de ce qu'il appelle la production des « marchandises fictives ». Tandis que les marchandises au sens propre du terme sont destinées dès leur production à être vendues et achetées, il y a des marchandises dont le but initial n'avait rien à voir avec celui d'être échangées. C'est le cas de la terre (la nature), du travail, et de l'argent. Celles-ci sont des marchandises fictives car leur valeur et but initial était tout autre que celui d'être vendues et achetées. Selon Polanyi la nature n'a pas été produite par l'homme et d'autant moins pour être vendue, le travail est simplement un autre mot pour l'activité humaine et ne peut pas, des lors, être détaché du reste de sa vie, tandis que l'argent était simplement un indicateur du pouvoir d'achat. En ce sens, elles sont devenues des marchandises fictives, mais qui sont désormais effectivement échangées sur le marché du travail, les bourses ou sur les marchés financiers. Mais en actionnant comme si les marchandises fictives étaient véritablement des marchandises réelles, et en proposant que leur valeur d'échange soit déterminée par le marché libre, le libéralisme économique exposait la société à des conséquences fatales, d'où la nécessité pour l'encadrement et la réglementation des marchés des marchandises fictives.

En effet, pour Polanyi, cette logique de marchandisation fictive a été opposée historiquement d'une manière organisée, et c'est cette opposition qui génère ce qu'il appelle le « double mouvement ». Celui-ci peut être compris comme l'action de deux principes structurels dans la société, chacun ayant ses propres méthodes, buts institutionnels, et le soutien de forces sociales spécifiques : d'une part le libéralisme économique avec la promotion du laissez faire et des marchés non-réglées (et particulièrement pour les marchandises fictives), de l'autre part les classes ouvrières, les partis politiques essayant de « protéger l'homme et la nature » des effets délétères de la commodification fictive⁸. Et donc pour Polanyi, l'enjeu du contremouvement

⁷ « For a century the dynamics of modern society were governed by a double-movement. The market expanded continuously but this movement was met by a countermovement checking the expansion in definite directions », Karl Polanyi, *The Great Transformation...cit.*, p. 136.

⁸ « The double movement [...] can be personified as the action of two organizing principles in society, each of them setting itself specific institutional aims, having the support of specific social forces and using its own specific methods. The one was the principle of economic liberalism, aiming at the establishment of a self regulated market, relying on the support of the trading classes, and using laissez-faire and free market trade as its methods; the other was the principle of social protection aiming at the conservation of man and nature as well as productive organization, relying on the varying support of those most immediately affected by the deleterious action of the market – primarily, but not exclusively, the working and the landed classes – and using protective legislation, restrictive associations, and other instruments of intervention as its methods. ». *Ibidem*, pp. 138-139.

qui s'opposait à la marchandisation était d'encadrer et régler précisément les marchés générés par la commodification des marchandises fictives.

Essentiel pour Polanyi est aussi le fait que ce contremouvement impliquait des méthodes et des choix politiques aussi au niveau de l'État et de la législation, qu'au niveau des associations, syndicats et d'autres formes d'organisation sociale, en particulier du monde ouvrier. En d'autres mots, il s'agissait d'une convergence des forces sociales qui visaient aussi bien les structures politiques et administratives de l'État pour encadrer les marchés, que les formes de mobilisation sociale et contestation des effets sociaux de la dynamique de marchandisation fictive. Dans son temps, il s'agissait surtout de l'organisation du monde ouvrier à travers des syndicats et partis politiques. Le contremouvement représentait donc une contestation directe de la logique du marché, une logique qui consiste précisément dans l'autorégulation et dans le refus du contrôle de l'État ou de la société. Pour Polanyi, c'est ce qui produit la tension à la base du double mouvement : le marché réclame la séparation de la sphère économique de celle sociale tout en générant la logique de commodification et les marchandises fictives, tandis que le contremouvement affirme le contrôle par la société sur le cadre d'action du marché, dans une perspective qui voit l'ordre économique comme une fonction de l'ordre social⁹.

Le contremouvement n'est donc pas, dans la pensée de Polanyi, ni accidentel ni automatique. Il implique une évolution décisive de la compréhension de la dynamique du marché, et une coordination complexe entre organisations et institutions, afin de produire des politiques structurelles efficaces. Il s'agit, dans ses mots, de l'élément définitoire de l'histoire de cette époque (« this was the one comprehensive feature of the history of this age »¹⁰) : un réseau de mesures et de politiques intégré dans des institutions puissantes, conçues pour contrôler l'action du marché par rapport au travail, à la terre et à l'argent¹¹.

Aujourd'hui, le constat est celui de l'absence d'un tel « double mouvement ». Face à l'expansion de la logique de commodification à l'ère néolibérale, et de l'hégémonie politique économique de celle-ci, les diverses réactions et mouvements contestataires ne se rassemblent pas dans un véritable contremouvement tel qu'il était théorisé par Polanyi. Cette absence manifeste interpelle, et surtout au niveau de son expression politique à travers des partis.

La crise de la social-démocratie

Les partis sociaux-démocrates d'Europe ont été singulièrement touchés par la crise économique qui, dans leur cas, s'est transformée dans une crise politique et identitaire d'une magnitude inouïe, voire fatale. Dans un éditorial

⁹ *Ibidem*, p. 74.

¹⁰ *Ibidem*, p. 80.

¹¹ *Ibidem*, p. 79.

récent du *New York Times*¹² qui recense les motifs des difficultés politiques du Labour au Royaume Uni, l'auteur exprime ce constat brutal : « Au cœur de cette crise repose la question suivante : à quoi sert le parti travailliste ? » (« At the heart of its crisis lies the question: What is the Labour Party for? »).

Car pour la première fois dans la longue histoire du Labour, les sondages suggèrent que le parti est maintenant en troisième position dans les préférences des votants issues des classes ouvrières, loin derrière les Conservateurs (qui recueillent un pourcentage double du vote ouvrier) et aussi plusieurs points derrière le parti d'extrême droite UKIP – une situation que le quotidien *The Guardian* décrit comme « une perte catastrophique du vote ouvrier »¹³. Le fait que le Parti Travailliste, même sous la direction de Jeremy Corbyn, n'est plus le parti ouvrier de prédilection, représente bien sûr une transformation qui s'est mise en place depuis un certain temps, et qui a été bien recensée par les politistes¹⁴. Cependant l'ampleur et l'accélération de cette transformation sont remarquables. Cette crise et d'autant plus génératrice de troubles car Brexit (et la position ambiguë du parti sur ce sujet) a déterminé aussi une vague de défections de la part des classes moyennes urbaines, plus cosmopolites – qui avaient réussi depuis quelque temps à supplanter le recul du vote ouvrier pour les Travaillistes. D'où, la question de l'éditorial – si les classes ouvrières quittent le parti pour les Tories ou UKIP, et si les classes moyennes urbaines le quittent en faveur des Libéraux Démocrates, à quoi et à qui sert encore le Labour ?

C'est une question qui pourrait viser tout aussi bien les partis de centre-gauche des autres pays européens. Le parti socialiste français se déchire avec « la gauche de la gauche », tandis qu'en Europe de l'est, la condition de survie des partis sociaux-démocrates a été leur conversion agressive vers des valeurs nationalistes et conservatrices – le PSD en Roumanie et le SMER-SD en Slovaquie. En revanche en Pologne et en Hongrie les partis de gauche se sont vus relégués à un statut d'opposition mineure face à l'ascension des mouvements politiques conservateurs comme le Fidesz et le PiS qui ont mis en avant une critique de la globalisation néolibérale exclusivement dans les termes d'un nationalisme autoritaire, exclusif et discrétionnaire.

¹² Kenan Malik, « Britain's Absent Opposition », *The New York Times*, 24 février 2017, <https://www.nytimes.com/2017/02/24/opinion/britains-absent-opposition.html>. (consulté le 5 avril 2017).

¹³ Toby Helm, Rebecca Ratcliffe, « Labour Faces Catastrophic Loss of Working-Class Support », *The Guardian*, 25 février 2017, sect. Politics, <https://www.theguardian.com/politics/2017/feb/25/labour-party-catastrophic-loss-of-working-class-support>. (consulté le 5 avril 2017).

¹⁴ Geoffrey Evans, Jon Mellon, « Working Class Votes and Conservative Losses: Solving the UKIP Puzzle », *Parliamentary Affairs*, 69, no. 2, 1 avril 2016, pp. 464-479; Robert Ford, Matthew J. Goodwin, « Different Class? UKIP's Social Base and Political Impact: A Reply to Evans and Mellon », *Parliamentary Affairs*, 69, no. 2, 1 avril 2016, pp. 480-491.

Ce qui amplifie ce constat de crise des partis de gauche est leur incapacité de représenter une relève politique institutionnalisée et convergente des mouvements contestataires des dernières années. À part quelques exceptions qui concentrent l'attention des observateurs, les épisodes de contestation dans la rue, contestation parfois radicale, ne se sont pas traduits par une expression politique institutionnelle, c'est-à-dire une expression qui privilégie les formes et les instruments classiques de coagulation politique dans les démocraties contemporaines : les partis politiques et les institutions de l'État¹⁵.

Podemos en Espagne, et dans une moindre mesure Syriza en Grèce, ont fourni des exemples de prolongement des mouvements contestataires par le biais de la création de nouveaux partis politiques ou la consolidation, voire l'occupation des partis déjà existants. Podemos en particulier a comme ambition celle de proposer une synthèse entre les principes d'organisation horizontale des mouvements contestataires récents, et l'intégration politique formelle, représentative, tout en assumant un « populisme réflexif »¹⁶, c'est-à-dire dirigé vers l'extension des droits sociaux et politiques. Ces partis ont cependant rencontré des limites qui se sont révélées plus formidables qu'elles n'en avaient anticipé : pour Podemos, il s'agit d'une stratégie politique qui le mène désormais à se fixer dans un coin isolé de l'échiquier politique espagnol, sans vocation de s'allier pour constituer une majorité parlementaire, et sans capacité non plus de gagner les élections à lui seul ; pour Syriza, il s'agit de l'incapacité de renégocier, devant l'Eurogroupe, les termes de la sortie de la crise grecque – une renégociation qui représentait la raison de sa percée électorale et de sa prééminence politique fulgurante. Leurs stratégies similaires, de contester afin de remplacer les partis sociaux-démocrates de ces pays, et donc d'opposition radicale envers ceux-ci, leur donne une perspective qui reste en effet réduite aux limites du même bassin social et électoral des gauches traditionnelles qu'elles contestent, mais en plus avec moins de capacité d'alliances parlementaires en vue de constituer des majorités gouvernementales.

La percée de la candidature de Bernie Sanders pendant les élections primaires du Parti Démocrate aux États-Unis, quoique signalant une convergence avec certains des enjeux des mouvements de contestation de type Occupy qui ont parsemé les villes des États-Unis pendant 2011 et 2012, ne représente cependant pas une traduction directe et programmatique de ces mouvements protestataires dans une construction politique. En partie, ceci est dû au fait que ces mouvements n'ont pas produit des constructions

¹⁵ Michael Walzer, « Social Movements and Election Campaigns », *Dissent*, 59, no. 3, 2012, pp. 25-28.

¹⁶ Alexandros Kioukiolis, « Podemos: The Ambiguous Promises of Left-Wing Populism in Contemporary Spain », *Journal of Political Ideologies*, 21, no. 2, 3 mai 2016, pp. 99-120.

programmatisques au-delà des occupations elles-mêmes¹⁷, et d'autant moins des constructions politiques institutionnelles¹⁸. Il s'agit, plutôt, d'une coïncidence de vocabulaires et d'agendas, car le même Bernie Sanders était actif dans la politique institutionnelle, avec une constance des valeurs et cohérence politique inaccoutumées, depuis plusieurs décennies. Ainsi, loin d'être une construction de Occupy Wall Street, son action politique le précédait de loin et sa percée récente s'est fondée donc plutôt sur une coïncidence de sensibilités politiques que sur une convergence programmatique. En outre, Occupy Wall Street en tant que telle ne pouvait que rester dépourvue de toute expression politique institutionnelle, en vertu de ses principes structurants et de ses valeurs organisationnelles fondamentales, tels que la politique préfigurative, la démocratie directe et l'horizontalisme¹⁹.

Ainsi ces exemples, en dépit de leur ubiquité dans la littérature sur la politique radicale aujourd'hui, restent en effet des exceptions, et ne sont pas en mesure de contester réellement le constat ci-dessus, celui d'une absence quasi-générale de structuration d'une réaction institutionnalisée et systématique visant la réglementation et l'encadrement du néolibéralisme contemporain. De plus, leur existence reste limitée au cadre national, et plus encore atomisée par le manque de toute convergence institutionnelle avec des partis similaires ailleurs. Au-delà des épisodes locaux ou nationaux, ce que manque est un effort de coordination politique institutionnelle au même niveau supranational que celui de la globalisation néolibérale²⁰.

Manque, donc, à la social-démocratie contemporaine aussi qu'aux nouveaux partis issues des protestations, un *imaginaire politique cosmopolite*. Les mouvements protestataires avaient cependant développé un tel imaginaire²¹ cosmopolite, et c'est un constat qui explique leur relevance beaucoup plus claire dans le présent contexte ainsi que la raison pour laquelle ce sont les

¹⁷ David Graeber, *The Democracy Project: A History, a Crisis, a Movement*, Penguin, UK, 2013; Michael Hardt, Antonio Negri, « The Fight for 'Real Democracy' at the Heart of Occupy Wall Street », *Foreign Affairs*, 11 octobre 2011, <http://www.foreignaffairs.com/articles/136399/michael-hardt-and-antonio-negri/the-fight-for-real-democracy-at-the-heart-of-occupy-wall-street> (consulté le 5 avril 2017); Camil-Alexandru Pârvu, « The Logistics of Dissent: Prefigurative Politics in Occupy Wall Street », in *Cosmopolitanism and the Legacies of Dissent*, éd. par Tamara Cărăuș et Camil Alexandru Pârvu, Routledge, New York, 2014, pp. 257-270.

¹⁸ Jodi Dean, *Crowds and Party*, Verso Books, 2016.

¹⁹ Benjamín Tejerina et al., « From Indignation to Occupation: A New Wave of Global Mobilization », *Current Sociology*, 61, no. 4, 1 juillet 2013, pp. 377-392.

²⁰ Une telle réaction institutionnalisée, systématique et convergente existe, cependant, du côté des partis politiques de droite.

²¹ Tamara Cărăuș, Camil-Alexandru Pârvu, « Cosmopolitanism and Global Protests », *Globalizations*, 6 septembre 2016, pp. 1-8, doi:10.1080/14747731.2016.1217620; S.A. Hamed Hosseini, « Occupy Cosmopolitanism: Ideological Transversalization in the Age of Global Economic Uncertainties », *Globalizations*, 10, no. 3, 1 juin 2013, pp. 425-438.

mouvements contestataires, plutôt que les partis politiques, qui génèrent aujourd'hui la réflexion la plus innovante et la plus riche. J'explique donc l'échec de la social-démocratie européenne non seulement en termes de sa conversion au néolibéralisme – un processus qui a été traité d'une manière compréhensive déjà²² – mais aussi en termes de son évidente difficulté à projeter un imaginaire politique cosmopolite.

Les hypothèses d'une absence

Le constat du défaut d'un imaginaire politique cosmopolite est aussi présent dans l'analyse de Nancy Fraser qui, reprenant le vocabulaire et le cadre théorique de Polanyi, passe en revue ce qu'elle considère être les raisons du découplage entre mouvements sociaux et partis politiques pendant cette dernière décennie, ainsi que de l'absence aujourd'hui du « double mouvement » théorisé au milieu du XX^e siècle par Polanyi.

Dans un article récent²³ traduit de l'Anglais²⁴, Fraser estime que la dynamique de la marchandisation du monde telle qu'elle était déjà décrite par Polanyi n'a fait que s'accroître et se développer pendant ces dernières décennies :

« Il semble, en outre, que notre crise présente la même logique structurelle profonde que celle analysée par Polanyi. Elles trouvent toutes deux leur origine dans une dynamique que Polanyi a nommée la 'marchandisation fictive'. À son époque, comme aujourd'hui, les fondamentalistes de l'économie de marché ont cherché à marchandiser toutes les conditions nécessaires à la production de biens. Transformant le travail, la nature et l'argent en objets de commerce sur des marchés 'autorégulés', ils ont proposé de traiter ces composantes élémentaires de la production et des échanges comme n'importe quelle autre marchandise. Mais en réalité, ce projet était paradoxal. Tel un serpent qui se mord la queue, le néolibéralisme actuel, comme son prédécesseur, menace le socle même du capitalisme. Dans les deux cas, le résultat était totalement prévisible : une déstabilisation complète du système économique d'une part, de la nature et de la société d'autre part »²⁵.

²² Wendy Brown, *Politics Out of History*, Princeton University Press, 2001; *Idem*, *Edgework: Critical Essays on Knowledge and Politics*, Princeton University Press, 2005; Chantal Mouffe, *On the Political*, Routledge, 2005; Nancy Fraser, « Progressive Neoliberalism versus Reactionary Populism: A Choice that Feminists Should Refuse », *NORA - Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, 24, no. 4, 1 octobre 2016, pp. 281-284; Cornel Ban, *Ruling Ideas: How Global Neoliberalism Goes Local*, 1st édition, Oxford University Press, New York, NY, 2016.

²³ Nancy Fraser, Géraldine Chantegrel, « Un triple mouvement ? », *Agone*, no. 60, 5 décembre 2016, pp. 119-136.

²⁴ Nancy Fraser, « A Triple Movement? Parsing the Politics of Crisis After Polanyi », *New Left Review*, no. 81, 2013, pp. 119-132.

²⁵ Nancy Fraser, Géraldine Chantegrel, « Un triple mouvement ? », cit., p. 120.

En suivant Polanyi, Fraser définit le projet d'autorégulation des marchés – particulièrement concernant les marchandises fictives, le travail, l'argent et la nature – comme un projet paradoxal, car détruisant à terme la société elle-même. Dans cette perspective, le contremouvement décrit par Polanyi est un mouvement de protection de la société et de l'humain, et s'est décliné par l'apparition d'un consensus entre les partis politiques et les mouvements sociaux visant à construire les institutions et générer les politiques de contrôle des marchés. C'est ce consensus, selon Fraser, qui est absent aujourd'hui. Tandis que les élites politiques sont devenues néolibérales, explicitement ou implicitement, les mouvements contestataires, quant à eux, et en dépit d'une présence importante dans les rues, ont été incapables de se rassembler « autour d'un contre-projet cohérent face au néolibéralisme »²⁶.

Plusieurs hypothèses sont avancées et examinées par Fraser pour expliquer l'absence du contremouvement aujourd'hui. D'abord, les carences des élites politiques : là où une personnalité politique charismatique aurait eu l'espace pour proposer un contreprojet politique, les chefs politiques qui gouvernaient durant cette décennie marquée par la crise financière et économique se sont pratiquement tous inscrits dans les canons d'une vision économique néolibérale. En commençant par Obama et en suivant avec les leaders des partis sociaux-démocrates européens dont plusieurs d'entre eux occupant les sièges gouvernementaux, il se sont tous conformés aux solutions de gestion de la crise qui ne proposaient en rien une alternative au consensus néolibéral²⁷.

Une deuxième raison recensée par Fraser, et qu'elle considère bien plus profonde, est la transformation du capitalisme fordiste, concentré sur la production industrielle, de la première moitié du XX^e siècle, vers un capitalisme financiarisé à la fin du siècle et jusqu'à aujourd'hui. Cette transformation c'est traduit par un déclin manifeste du mouvement ouvrier et par l'affaiblissement considérable de sa capacité de rassembler un contremouvement. Le nouveau précaire, qui remplace en grande partie les structures collectives d'organisation du travail, n'est pas en mesure de le faire, non plus. Le précaire, à part d'être fortement fragmenté²⁸, est dépourvu d'une caractéristique essentielle qui avait fait possible pour l'ancien mouvement ouvrier d'imposer des thèmes et des politiques : aujourd'hui les travailleurs à temps partiel ou à durée déterminée, les intermittents et les travailleurs symboliques « ne possèdent rien dont le capital a besoin et qui pourrait leur servir de moyen de pression »²⁹. Là où le

²⁶ *Ibidem*, p. 121.

²⁷ Sur ce sujet, voir aussi Wolfgang Streeck, « The Rise of the European Consolidation State », MPIfG Discussion Paper 15/1, Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung, Köln, Février 2015; Mark Blyth, *Austerity: The History of a Dangerous Idea*, Oxford University Press, Oxford, New York, 2013; Cornel Ban, *Ruling Ideas...cit.*

²⁸ Guy Standing, *The Precariat: The New Dangerous Class*, Bloomsbury Publishing, 2016.

²⁹ Nancy Fraser, Géraldine Chantegrel, « Un triple mouvement ? », cit., p. 126.

prolétariat industriel était plus ou moins difficile à remplacer et pouvait s'inscrire dans la durée pour s'institutionnaliser et développer des actions et négociations collectives, le précaire de la plupart des employés d'aujourd'hui leur enlève tout caractère indispensable et donc la capacité de négocier et de projeter leur poids politique.

Pour Nancy Fraser cette explication autour de la financiarisation du capitalisme, même si éclairante, n'est pas cependant compréhensive: elle n'enregistre pas le fait que, pendant les dernières décennies, la plupart des mouvements sociaux sont désormais des mouvements ou les rapports de *classe* perdent leur premier plan en faveur des rapports de *statut*, c'est-à-dire les luttes pour la reconnaissance, ou les questions visant les enjeux discursifs et politiques autour du genre, de la sexualité, de la religion ou de l'ethnicité.

La troisième hypothèse avancée par Fraser pour expliquer l'absence du « double mouvement » polanyien aujourd'hui est développée autour de la question du « cadrage », c'est-à-dire de l'espace politique et géographique dans lequel s'inscrit aujourd'hui la globalisation néolibérale. La social-démocratie classique et le New Deal prenaient comme cadre par défaut de l'action politique l'État national et ses institutions, dans une perspective qui

« définissait l'État national comme l'agent protecteur, l'économie nationale comme l'objet à gérer, la politique nationale (fiscale, monétaire et industrielle) comme les moyens à employer, les citoyens nationaux comme le cercle des bénéficiaires de cette protection. Et le concept de communauté nationale fournissait la philosophie solidaire qui faisait de la protection un projet politique viable, apte à susciter un large appui »³⁰.

Aujourd'hui l'État n'est plus à même de contrôler des flux financiers et des dynamiques économiques qui transgressent aisément ses frontières et son autorité.

« Le résultat est que le projet de protection sociale ne peut plus être envisagé dans le cadre national. Sans aucune solution de remplacement en vue, ce projet semble perdre sa crédibilité »³¹

J'ajoute au constat de Fraser la réflexion développée ci-dessus concernant le manque d'un imaginaire politique cosmopolite, une absence qui empêche les partis politiques de se projeter au-delà des repères classiques de l'État nation. Au contraire, aujourd'hui la plupart des partis contestataires le font d'une perspective souverainiste, à la gauche comme à la droite conservatrice.

³⁰ *Ibidem*, p. 128.

³¹ *Ibidem*, p. 129.

Les conditions de la contestation et l'improbable institutionnalisation

Selon Polanyi donc, il y a une logique structurelle qui consiste dans la commodification fictive inhérente au marché libre, d'un côté, et de l'autre une logique politique, à savoir l'organisation du clivage concernant la réglementation du capitalisme, à travers des mouvements sociaux, syndicats, ou partis politiques. Je propose de revenir sur les raisons de l'absence contemporaine d'un contremouvement et plus précisément sur les raisons du décalage, voir rejet mutuel, qui existe entre mouvements sociaux et partis politiques.

Pour Polanyi, la convergence entre mouvements sociaux et partis politiques était une condition obligée pour qu'elles engendrent conjointement une dynamique politique capable d'occuper les institutions et générer les politiques de protection sociale et environnementale. C'est le découplage ou le décalage contemporain entre partis et mouvements qui explique l'absence d'un contremouvement.

Déjà, une des raisons de ce « décalage » revient à la configuration contemporaine des sciences sociales. Cela consiste à dire que subsiste dans les sciences sociales une certaine myopie qui les empêcherait à reconnaître une convergence entre mouvements sociaux et partis politiques même si celle-ci existait. En effet, les études des mouvements sociaux ont la tendance de ne pas s'intéresser aux partis politiques, tandis que dans la vaste littérature sur élections, les mouvements sociaux n'ont qu'une présence marginale. À part certains programmes récents de recherche³² qui se proposent de les analyser dans une perspective intégrée³³, ces deux littératures restent plutôt dans un mode d'ignorance réciproque. Cela veut dire que, à l'exception d'exemples fortement étudiés et pris comme paradigmatiques (Podemos), il n'y a pas pour le moment une intégration programmatique et significative des littératures sur la relation entre mouvements sociaux et partis politiques.

Pour certains auteurs, il y existe un certain écart entre la politique électorale et les cycles de mobilisation contestataire dans la rue, écart centré sur le décalage des clivages politiques qui animent les mouvements contestataires et les partis politiques. Swen Hutter, par exemple, décrit les différences et les contretemps entre, d'une part, des thèmes comme l'immigration ou la sécurité, qui intègrent et façonnent les comportements électoraux et donc les résultats des

³² Doug McAdam, Sidney Tarrow, « Ballots and Barricades: On the Reciprocal Relationship between Elections and Social Movements », *Perspectives on Politics*, 8, no. 2, 2010, pp. 529-542; Donatella Della Porta, *Can Democracy Be Saved: Participation, Deliberation and Social Movements*, 1st edition, Polity, Cambridge, 2013.

³³ Hanspeter Kriesi, « Party Systems, Electoral Systems, and Social Movements », in Donatella della Porta, Mario Diani (eds.), *The Oxford Handbook of Social Movements*, Oxford University Press, Oxford, UK, 2015, pp. 667-680.

élections depuis les années '1990s (changeant ainsi la donne aussi pour les partis sociaux-démocrates européens), et de l'autre part, les thèmes des protestations dans la rue, qui contestent les politiques restrictives à l'immigration et la montée de la droite radicale³⁴. Cela produit d'ailleurs un type différent de myopie des sciences sociales qui se concentrent exclusivement sur les mouvements sociaux, car selon Hutter, si les mouvements contestataires « de gauche » (contestant le néolibéralisme ou les politiques anti-immigrants) ont la tendance de rester dans les rues même si une relève politique se produit (percée des partis politiques), les mouvements « de droite » (contre l'immigration) alternent entre manifestations et mobilisation électorale. Cela fait que souvent, les espaces protestataires (les rues, les places publiques) sont plutôt peuplées par des mouvements de gauche, tandis que les élections enregistrent plutôt la percée des partis d'extrême droite. Une même différence, d'ailleurs, était enregistrée vis-à-vis du *Tea party* et de OWS aux États-Unis.

La première ligne de coupure entre les mouvements contestataires récents et les partis politiques réside dans *le rejet programmatique du néolibéralisme* manifesté au sein des protestations, qui implique le rejet des partis politiques qui ont succombé, ces dernières décennies, à l'hégémonie néolibérale. Le trajet des partis sociaux-démocrates en Europe représente une instance d'une rupture plus profonde entre la vision du monde des mouvements contestataires et le potentiel politique des partis politiques qui avaient incarné historiquement la critique mais aussi la promesse d'appropriation du capitalisme économique.

Une particularité des vagues de mouvements contestataires depuis la fin des années 1990 est celle qu'ils reviennent aux questions proprement économiques (y inclus de redistribution) et pas seulement post-matérialistes, mais en même temps rejettent les modes organisationnels du monde ouvrier, tels que syndicats et les partis politiques, et donc ils privilégient le *modus operandi* des nouveaux mouvements sociaux, et spécialement l'horizontalisme. Il n'en résulte pas cependant un contremouvement au sens polanyien, justement à cause de la fragmentation des mouvements contestataires et de leur absence de connexions institutionnelles.

La deuxième ligne de rupture entre partis et mouvements contestataires renvoie donc à la condition post-représentationnelle contemporaine de ceux-derniers. Les mouvements sociaux ont un potentiel transformatif, et de proposer un imaginaire politique alternatif. Cependant, les conditions pour produire un imaginaire proprement alternatif deviennent incompatibles avec les conditions de leur capacité de transformer directement les institutions. En se séparant de

³⁴ Swen Hutter, « Congruence, Counterweight, or Different Logics? Comparing Electoral and Protest Politics », in Hanspeter Kriesi et al., *Political Conflict in Western Europe*, Cambridge University Press, Cambridge; New York, 2012, pp. 182-205.

toute interaction avec le monde de la politique institutionnelle, afin de gagner l'espace – virtuel ou physique, comme c'est le cas des occupations – et la temporalité autonome afin de penser collectivement comment « un autre monde est possible », les mouvements sociaux semblent plus capables d'arriver en effet à décanter les vocabulaires du néolibéralisme et de redéfinir les termes fondamentaux du champ politique³⁵.

Cette même séparation a permis aussi à ces mouvements de s'échapper aux clivages politiques dominants et qui – dans beaucoup de ces pays – sont des clivages que les partis politiques continuent à proposer et à consacrer, mais qui ne reflètent plus les transformations structurelles des sociétés. En ce faisant, ces mouvements ont devenu aussi beaucoup plus divers et beaucoup plus atypiques par rapport aux mobilisations politiques traditionnelles telles quelles étaient enregistrées et règlementées par le système politique et institutionnel formel. Ainsi, par exemple en Turquie, les protestations du Parc Gezi et de la Place Taksim en 2013 ont témoigné d'une convergence parmi les protestants dans la rue des groupes précédemment mutuellement exclusives dans la vie politique turque telle qu'elle était structurée par les partis politiques, l'armée et les institutions de l'État. Ainsi, des Kurdes, des Kémalistes, des anarchistes et des musulmans anticapitalistes contestaient ensemble un régime autoritaire renforçant d'une manière violente des politiques de gentrification urbaine néolibérale.

La question de la représentation politique demeure centrale à l'analyse des mouvements sociaux récents. Leur configuration horizontale, la démocratie directe et la politique prefigurative sont d'importantes sources pour l'articulation d'un imaginaire politique alternatif. Cependant cette même séparation, condition d'autonomie intellectuelle et politique des mouvements, donne aussi la limite d'un véritable contremouvement. Parmi les figures proposées par Hirschman³⁶, les mouvements sociaux contemporains s'approchent plutôt d'« exit » que de « voice », avec toutes les limites que Hirschman lui-même avait trouvés à cette stratégie.

³⁵ Camil-Alexandru Pârvu, « Contestatory Cosmopolitanism...cit. ».

³⁶ Albert O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard University Press, 1970.